

Le CRDI en Sierra Leone

Le CRDI a récemment recommencé à soutenir des projets de recherche en Sierra Leone, après une interruption d'une décennie; il avait pour ainsi dire suspendu ses activités dans ce pays au cours de la guerre civile qui y a fait rage de 1991 à 2002. Le conflit, entretenu grâce à l'argent tiré de la vente des diamants de contrebande, a ravagé le pays : le secteur de l'agriculture a été anéanti, les institutions ont été détruites et de nombreux professionnels ont fui à l'étranger.

L'aide fournie par le CRDI permet à la Sierra Leone de faire face à ces différents défis : deux projets visent le renforcement de l'agriculture urbaine, et un troisième porte sur l'établissement de partenariats entre les secteurs public et privé en vue de favoriser la création d'infrastructures. Le CRDI soutient aussi une recherche sur la surveillance du commerce international des diamants. Depuis 2003, il a également financé une étude sur la capacité de recherche en Sierra Leone et aidé à la réalisation d'un portail sur les activités de développement dans le pays.

La nomination d'un conseiller régional issu de la Sierra Leone a contribué à renforcer les relations entre le Centre et les autorités gouvernementales du pays. En 2004, Shekou Sesay,

ministre des Affaires présidentielles, est devenu membre de la Commission des conseillers régionaux du Bureau de l'Afrique occidentale et centrale du CRDI, ce qui a permis au Centre de fonder sa stratégie sur les besoins réels de la région dans le domaine de la recherche.

Le défi actuel en Sierra Leone consiste à établir la paix et à assurer la stabilité et la sécurité alimentaire, lesquelles servent d'assise au développement. Le gouvernement considère les questions de sécurité alimentaire et d'accroissement de la production agricole comme prioritaires. Il a récemment demandé l'aide d'un partenaire de recherche du CRDI en Gambie pour renforcer les systèmes de production vivrière en milieu urbain et revitaliser le secteur de l'élevage. Par ailleurs, des chercheurs du Collège universitaire de Njala, à Freetown, la capitale, ont bénéficié d'une subvention du CRDI pour mener une étude sur l'agriculture urbaine, étude dont le gouvernement pourra s'inspirer pour effectuer une planification et concevoir des politiques.

Le CRDI a également contribué à trouver des solutions aux problèmes liés aux diamants de la guerre. Les forces rebelles de la Sierra Leone vendaient des diamants de contrebande à d'honnêtes commerçants et utilisaient les revenus de ces ventes pour acheter des armes. Le CRDI compte au nombre des bailleurs de fonds

Le CRDI en Sierra Leone

qui ont aidé Partenariat Afrique Canada (PAC) à exposer ce trafic au grand jour. En 2000, à la suite de la parution du rapport *Le coeur du problème : La Sierra Leone, les diamants et la sécurité humaine*, qui a suscité énormément d'intérêt, la communauté internationale a exercé des pressions pour que des mesures soient prises. C'est pourquoi un système international de certification des diamants bruts du nom de « Processus de Kimberley » a vu le jour en 2002. Grâce au soutien fourni ensuite par le CRDI, le PAC a continué de surveiller l'industrie du diamant et ses répercussions sur le développement en Angola, en République démocratique du Congo et en Sierra Leone.

Bien qu'il n'ait financé aucune recherche en Sierra Leone au cours des années 1990, le CRDI a accueilli en 1997 une conférence convoquée d'urgence, conférence portant sur l'aggravation de la crise dans ce pays. Des représentants d'ONG africaines et canadiennes et d'organismes religieux ainsi que des groupes de Sierra-Léoniens de Montréal, d'Ottawa, de Toronto et de Boston y ont participé. Leurs idées et suggestions ont permis de déterminer le rôle que le Canada, les ONG et les groupes de Sierra-Léoniens pourraient jouer afin de résoudre la crise, rétablir la paix et favoriser le développement durable.

Le CRDI a appuyé 48 activités de recherche concernant la Sierra Leone. Ces activités, dont certaines d'envergure régionale, représentent un financement de plus de 5,4 millions CAD. Trois projets d'une valeur totale de 656 000 CAD sont en cours.

QUELQUES PROJETS

Faciliter l'implantation de l'agriculture urbaine à Freetown

Alors que Freetown, la capitale de la Sierra Leone, était en proie à la guerre, nombreux sont ceux qui ont commencé à cultiver la terre et à élever du bétail à l'intérieur des limites de la ville afin de pouvoir nourrir leur famille. Les citoyens ont continué d'avoir recours à l'agriculture urbaine après la guerre, et il existe bon nombre de raisons de s'assurer que cette pratique soit durable. Partout dans le monde, la recherche a démontré que l'agriculture urbaine pouvait grandement contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages à faible revenu, à la préservation des espaces verts en milieu urbain, et au recyclage des déchets solides et des eaux usées des villes.

En coopération avec l'Université Cornell et Vision mondiale, une organisation non gouvernementale internationale, des chercheurs du Collège universitaire de Njala ont entrepris la première étude systématique de l'agriculture urbaine et périurbaine en Sierra Leone. Leurs travaux portent sur trois sites de la capitale et de ses environs : le cours d'eau de New England, la décharge municipale de Kingtom Bomeh et le village de Regent, dans une vallée luxuriante située en périphérie de la communauté urbaine de Freetown. Les chercheurs rencontreront plus du tiers des agriculteurs qui participent à l'étude afin de recueillir de l'information sur une multitude de questions, qu'il s'agisse de l'accès aux engrais et des coûts de mise en marché, ou encore du rôle que tient l'agriculture dans les relations sociales et familiales.

Cette recherche vise également à sensibiliser davantage les représentants du gouvernement à

l'importance de l'agriculture urbaine et périurbaine en Sierra Leone. Des responsables des politiques, des chercheurs et des praticiens se sont réunis récemment dans le cadre d'une conférence organisée en Sierra Leone en vue de produire des connaissances et de mieux faire connaître la situation actuelle de l'agriculture urbaine et les possibilités qu'elle offre sur les plans de la production vivrière durable et de la sécurité alimentaire en Afrique occidentale.

(Projet n° 100900 — Agriculture urbaine et périurbaine en Sierra Leone; période visée : 2002–2006; contribution du CRDI : 250 300 CAD; personne à contacter au CRDI : Ana Boischio; partenaires de recherche : Edward Rhodes, Njala University College, Private Mail Bag, Freetown, Sierra Leone • Tél. : 232 22 228-788 • Téléc. : 232 22 224-439 • Courriel : errhodeshotmail.com; et Margaret Kroma, Assistant Professor, Department of Education, Cornell University, 410 Kennedy Hall, Ithaca, New York 14853, USA • Tél. : 607-255-9273 • Courriel : mmk26@cornell.edu)

Les leçons de la Gambie en matière d'agriculture urbaine

Dans le but de contrer la pauvreté et l'insécurité alimentaire, le gouvernement de la Sierra Leone cherche à tirer des leçons de l'expérience de la Gambie, où des chercheurs soutenus par le CRDI ont réussi à accroître la sécurité alimentaire et les revenus des agriculteurs pauvres des villes. Depuis 1998, l'International Trypanotolerance Center (ITC), un institut de recherche gambien, bénéficie de l'appui du CRDI pour effectuer des recherches sur l'agriculture urbaine. L'ITC a réussi notamment à trouver des aliments pour animaux mieux adaptés à la réalité des agriculteurs urbains et à implanter avec succès un système de prêt d'animaux. Par ailleurs, une étude sur l'approvisionnement durable en fourrage a permis de constater qu'on pouvait utiliser le *Moringa oleifera* — un arbuste à croissance rapide — pour nourrir les vaches, les chèvres et les moutons. À la suite de cette découverte, plus de 1 000 Gambiens ont

commencé à pratiquer l'agriculture urbaine dans le but de se procurer des aliments sains et nutritifs.

Grâce aux travaux de recherche auxquels participe actuellement la Sierra Leone, la population du pays jouit également des avantages de l'agriculture urbaine, et ce, au fur et à mesure que les chercheurs de l'ITC initient les agriculteurs à l'utilisation du *Moringa oleifera* comme source de fourrage. En coopération avec le ministère de l'Agriculture, de la Foresterie et de la Sécurité alimentaire de la Sierra Leone, ils aident les fermiers à améliorer l'élevage de petits ruminants et la production d'espèces de micro-élevage, et à acquérir des compétences en affaires et en gestion. Ils facilitent également le dialogue sur les politiques en matière d'agriculture urbaine et d'environnement.

(Projet n° 103202 — Mise à l'échelle d'innovations en agriculture urbaine et de systèmes de sécurité alimentaire en Gambie et en Sierra Leone — phase III; période visée : 2005–2008; contribution du CRDI : 390 600 CAD; personne à contacter au CRDI : François Gasengayire; partenaire de recherche : Vincent Olajide Asaolu, International Trypanotolerance Center, PO Box 14, Banjul, The Gambia • Tél. : 220-446-2931 • Téléc. : 220-446-2924 • Courriel : olajide.asaolu@itc.gm)

Surveillance de l'industrie du diamant et du commerce des diamants de la guerre

En 2000, les diamants de la guerre — obtenus illégalement par les rebelles pour acheter des armes — ont attiré l'attention de la communauté internationale, et ce, en partie grâce à la parution d'un rapport de Partenariat Afrique Canada (PAC), dont le CRDI avait soutenu la préparation. Ce rapport mettait en lumière les répercussions du vol et de la contrebande des diamants sur la sécurité humaine et la paix en Sierra Leone. Le document a contribué à mobiliser les représentants des gouvernements, l'industrie du diamant et la société civile pour

Le CRDI en Sierra Leone

créer un système international de certification des diamants bruts. Ce système volontaire, du nom de « Processus de Kimberley » vise à interdire le commerce des diamants de la guerre.

Le PAC veut assortir le Processus de Kimberley d'un mécanisme de surveillance crédible et efficace. À cette fin, il a produit, avec l'aide du CRDI, une série de rapports annuels sur l'industrie du diamant dans les trois pays les plus touchés par le trafic des diamants de la guerre, à savoir la Sierra Leone, l'Angola et la République démocratique du Congo. Ces « documents de surveillance » permettent d'établir des comparaisons et des repères et de mesurer ainsi les progrès accomplis d'une année à l'autre dans les différents pays sur les plans de la gestion de l'extraction des diamants et des avantages découlant de cette industrie pour les populations. Ces rapports ont été préparés en collaboration avec des organisations de la société civile africaine. Le soutien du CRDI a également permis à PAC d'effectuer une étude sur la place

qu'occupe l'exploitation artisanale des diamants d'origine alluviale dans le commerce illicite des diamants en Afrique.

(Projet n° 102008 — La sécurité humaine et le commerce international des diamants en Afrique; période visée : 2003–2006; contribution du CRDI : 200 000 CAD; personne à contacter au CRDI : Gisèle Morin-Labatut; partenaire de recherche : Susan Isaac, Partenariat Afrique Canada, 323, rue Chapel, Ottawa (Ontario) K1N 7Z2, Canada • Tél. : 613-237-6768 • Téléc. : 613-237-6530 • Courriel : info@pacweb.org)

Pour un complément d'information, prière de communiquer avec le Bureau régional de l'Afrique occidentale et centrale du CRDI

Adresse municipale : Rue de Saint-Louis, angle de l'avenue Cheikh Anta Diop, Point E, Dakar, Senegal
Adresse postale : CP 11007, Peytavin, Dakar, Sénégal
Tél. : 221-33-864 0000
Téléc. : 221-33-825-3255
Courriel : jgerard@idrc.org.sn
Site Web : www.crdi.ca/braco

Janvier 2007

WWW.CRDI.CA

Le Centre de recherches pour le développement international (CRDI), un organisme canadien, est l'un des chefs de file de la production et de l'application de nouvelles connaissances pour relever les défis du développement international. Depuis plus de 35 ans, le CRDI travaille en étroite collaboration avec les chercheurs des pays en développement pour créer des sociétés en meilleure santé, plus équitables et plus prospères.

Centre de recherches pour le développement international

CP 8500, Ottawa (Ontario) Canada K1G 3H9
Tél. : 613-236-6163
Téléc. : 613-238-7230
Courriel : info@crdi.ca